ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.341/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 30 octobre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire", a donné le 5 novembre 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.341/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 oktober 2002 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voorwaarden voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur", heeft op 5 november 2002 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation est la suivante :

"Considérant que la transposition des directives 2001/12, 13 et 14 doit intervenir au plus tard le 15 mars 2003;

Considérant les importantes adaptations à réaliser dans la réglementation applicable au secteur ferroviaire, notamment celle ayant trait à la sécurité ferroviaire, aux répartitions de capacités et aux redevances, ainsi que dans les structures de la SNCB;

Considérant que la constitution des deux organes créés par le présent arrêté nécessite de procéder au recrutement de leur personnel dans les meilleurs délais;

Que ce recrutement suppose la promulgation rapide du présent arrêté;".

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

FORMALITES PREALABLES

En vertu de l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges "toutes les questions intéressant directement le personnel doivent être transmises à la Commission paritaire nationale". Il s'ensuit que les articles 71, 85 et 98 du projet doivent être soumis à cette formalité.

En outre, son objet étant le transfert d'agents de la SNCB au sein de l'Administration, l'article 98 doit être soumis à la négociation syndicale prévue par l'article 2, § 2, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Ces négociations constituent des formalités préalables.

OBSERVATION GENERALE

Plusieurs dispositions du projet délèguent au Ministre compétent pour le transport ferroviaire ou à son délégué, directeur général de l'administration compétent pour le transport ferroviaire, un pouvoir de décision.

Les agents de l'administration ne répondent pas politiquement de leurs actes devant les représentants de la Nation et l'attribution de compétences qui leur serait faite peut porter atteinte à l'unicité du pouvoir exécutif. Une délégation d'un pouvoir de décision individuelle à ces autorités n'est donc en principe pas admissible. Compte tenu toutefois du pouvoir hiérarchique exercé par le ministre sur son administration, une telle attribution peut exceptionnellement être admise si elle concerne des mesures de pure administration ou de nature essentiellement technique; ces mesures doivent être d'une nature telle que leur adoption n'emporte pas d'appréciation politique quant aux options qu'elles contiennent et qu'elles exécutent à titre individuel les règles préalablement arrêtées. En ce cas, afin de sauvegarder ces principes, il y a lieu de permettre au ministre, saisi le cas échéant d'un recours, de réformer les actes pris par ses subordonnés.

Il en résulte en l'espèce que certaines attributions de compétence au délégué du ministre sont excessives. Tel est le cas par exemple de celles qui figurent aux articles 24 et 31 du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 1er

Conformément à l'article 2, alinéa 2, de la directive 2001/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et de la directive 2001/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 modifiant la directive 95/18/CE du Conseil concernant les licences des entreprises ferroviaires, et à l'article 38, alinéa 2, de la directive 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, un article 1er, nouveau et distinct, doit mentionner les directives que le projet transpose.

2. Dans la définition du mot "coordination", il convient, comme le fait l'article 2, e), de la directive 2001/14/CE, précitée, de préciser quel organisme met en oeuvre cette coordination.

Article 4

Selon l'article 4, § 1er, du projet, "le Roi arrête les modalités de fixation des normes techniques et règles afférentes à la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation".

Selon le représentant du ministre, ce texte doit s'interpréter en ce sens que le Roi arrête les normes techniques et les règles afférentes à la sécurité de l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation.

Le paragraphe 1er sera modifié afin de traduire exactement cette intention, en ce qui concerne les règles afférentes à la sécurité. Si telle est également l'intention en ce qui concerne l'adoption des normes techniques, cette intention doit elle aussi être exprimée dans le dispositif.

.../...

Article 6

Pour être opposables aux tiers, tous les règlements visés à l'article 4 doivent être publiés, au Moniteur belge, conformément aux règles fixées par l'article 56, § 1er, alinéa 4, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Les normes techniques pourraient être publiées par une simple mention.

Article 10

Il découle de l'article 10 du projet qu'en cas d'accident, le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire procède à une enquête.

Il appartient en outre à l'auteur du projet de transposer l'article 7, paragraphe 2, alinéa 1er, de la directive 91/440/CEE, telle qu'elle est modifiée par la directive 2001/12/CE, précitée, en vertu duquel les enquêtes, en cas d'accident, sont effectuées par "des entités ou entreprises qui ne sont pas elles-mêmes fournisseurs de services de transport ferroviaire et qui sont indépendantes de toute entité ou entreprise fournissant de tels services".

Article 28

Il y a contradiction entre l'alinéa 1er qui ne vise que certaines infractions et l'alinéa 3 qui exige une déclaration sur l'honneur portant sur des infractions bien plus nombreuses.

Il convient d'énoncer d'abord, de manière complète, les conditions d'honorabilité et, ensuite seulement, de fixer les règles relatives aux documents prouvant le respect de ces conditions.

Par ailleurs, l'article 6 de la directive 95/18/CE, modifiée par la directive 2001/13/CE, exige que l'entreprise ferroviaire qui demande une licence ou les personnes responsables de la gestion n'aient pas fait l'objet d'une condamnation pénale grave, y compris dans le domaine commercial ou d'une procédure de faillite, ce que ne prévoit pas le projet, qui doit donc être complété sur ce point.

Article 32

La section de législation se demande si l'alinéa 3 ne doit pas constituer un article distinct, applicable aussi bien aux cas de suspension prévus à l'article 31 qu'à celui prévu à l'article 32, alinéa 2.

Il y a lieu d'assurer l'articulation de ces dispositions avec celles contenues à l'article 33, § 1er, alinéa 2, du projet.

Article 33

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, semble faire double emploi avec l'article 31, alinéa 1er.

Article 41

Il convient de prévoir, comme le fait l'article 44, alinéa 6, que le ministre doit confirmer ou non la décision.

Article 44

La section de législation du Conseil d'Etat se demande s'il ne faut pas mentionner les règlements visés à l'article 4 et non ceux visés à l'article 5.

Article 48

Le document de référence du réseau ayant, au moins en partie, un caractère réglementaire, doit être soumis également à l'approbation du ministre.

Chapitre VIII - Répartition des capacités de l'infrastructure

Le projet ne transpose pas l'article 20, paragraphe 3, de la directive 2001/14/CE, précitée.

Article 53

Au paragraphe 2, troisième tiret, il convient de respecter plus fidèlement les termes de l'article 22, paragraphe 3, de la directive 2001/14/CE, précitée.

Article 57

1. Au paragraphe 2, conformément à l'article 29, paragraphe 1er, de la directive 2001/14/CE, précitée, il convient de mentionner, outre la défaillance technique, l'accident.

L'auteur du projet veillera également à transposer la seconde phrase du paragraphe 1er de l'article 29, de la directive 2001/14/CE, précitée.

2. Au paragraphe 2, deuxième phrase, conformément à l'article 29, paragraphe 2, de la directive 2001/14/CE, précitée, il convient de mentionner, outre la nécessité absolue, l'urgence.

Il y a lieu de préciser également qu'il s'agit du temps nécessaire à la remise en état des installations.

Article 60

1. Le paragraphe 3, premier tiret, transpose de manière lacunaire l'article 25 de la directive 2001/14/CE.

2. Au paragraphe 3, premier tiret, il convient de préciser qui approuve le projet d'analyse de capacité.

3. Le paragraphe 3, deuxième tiret, reste en défaut de transposer l'article 26, paragraphes 2 et 3, de la directive 2001/14/CE, précitée.

4. Au paragraphe 3, troisième tiret, il convient de prévoir, comme le fait l'article 27 de la directive 2001/14/CE, précitée, que la règle ne s'applique pas lorsque la sous-utilisation est due à des raisons autres qu'économiques échappant au contrôle des opérateurs.

Articles 61 et suivants

En vertu de l'article 4, paragraphe 2, de la directive 2001/14/CE, précitée, le gestionnaire du réseau ne peut fixer lui-même les redevances.

Il appartient au Roi d'en déterminer les règles de calcul plutôt que comme dans le texte en projet "les conditions générales de fixation".

Article 63

1. A l'alinéa 5, il convient de transposer l'article 10, paragraphe 3, de la directive 2001/14/CE.

2. Il y a lieu de transposer également le paragraphe 5 de l'article 9 de la directive 2001/14/CE.

Article 64

La section de législation se demande ce qu'entend l'auteur du projet par les mots "le système".

Il semble qu'il s'agit du système d'amélioration des performances mentionné à l'article 11, paragraphe 1er, de la directive 2001/14/CE dont le projet ne transpose, à tort, que la seconde phrase.

Article 65

Il convient de transposer également la dernière phrase de l'alinéa 1er et l'alinéa 2 de l'article 12 de la directive 2001/14/CE.

Article 66

Il convient de prévoir que le Roi fixe le montant des redevances.

Article 69

A l'alinéa 6, l'habilitation conférée au Roi est trop large. Les conditions de nomination et de révocation doivent être fixées dans le projet.

Article 70

En prévoyant que "le Comité de direction a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'exercice des compétences de l'Office ferroviaire", la disposition en projet n'est pas compatible avec l'article 8, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, qui confie les pouvoirs de gestion des organismes de la catégorie A au ministre lui-même, à la différence des organismes appartenant à la catégorie B.

La même observation vaut pour l'article 81 du projet.

Article 72

Comme la section de législation l'a fait observer sous les articles 61 et suivants du projet, les règles de calcul des redevances doivent être fixées par le Roi.

En conséquence, le cinquième tiret doit être revu.

Article 77

Cette disposition s'inspire manifestement de l'article 3, § 2, de la loi du 16 mars 1954, précitée. Il est renvoyé pour le surplus à l'observation formulée sous l'article 70 du projet.

La même observation vaut pour l'article 90 du projet.

Article 80

A l'alinéa 8, l'habilitation conférée au Roi est trop large. Les conditions de nomination et de révocation doivent être fixées dans le projet.

Article 91

1. La différence entre les hypothèses prévues aux paragraphes 1er et 2 n'apparaît pas clairement. Il semble que plusieurs cas visés au paragraphe 2 font double emploi avec certains cas visés au paragraphe 1er.

2. A l'instar de ce qui est prévu au paragraphe 2, premier et deuxième tirets, in fine, il convient que le paragraphe 2, troisième à sixième tirets, détermine si les recours qui y sont prévus ont un caractère suspensif.

Article 94

L'habilitation donnée au Roi est excessive. C'est au projet lui-même de déterminer toutes les conditions de nomination.

Article 95

L'alinéa 4 est inutile et doit être omis.

Article 97

1. Le paragraphe 1er, vise "la constatation des infractions aux prescriptions du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution". L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que le non-respect des arrêtés d'exécution n'est nullement érigé en infraction.

2. Aux paragraphes 2, alinéa 2, et 3, le texte se réfère, d'une manière générale, aux principes applicables en matière de perquisition. A ce titre, ils sont inutiles.

3. Si l'intention de l'auteur du projet est de prévoir d'autres hypothèses de visites domiciliaires, il conviendrait, conformément à l'article 15 de la Constitution, d'indiquer dans quels cas celles-ci seront prévues et qu'elles seront assorties de l'autorisation préalable d'un juge, en précisant lequel.

4. Au paragraphe 2, alinéa 2, le membre de phrase "ou entreprendre toutes les actions nécessaires" ne peut être admis eu égard à la généralité excessive de sa formulation.

Article 102

Il convient que l'auteur du projet indique la date de l'arrêté royal qu'il entend modifier ainsi que son intitulé exact.

Il y a lieu également d'indiquer de manière claire et précise quelle modification doit être apportée à l'article 1er.

OBSERVATION FINALE

Il convient de mentionner au préambule les arrêtés que le projet modifie ou abroge.

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"Considérant que la transposition des directives 2001/12, 13 et 14 doit intervenir au plus tard le 15 mars 2003;

Considérant les importantes adaptations à réaliser dans la réglementation applicable au secteur ferroviaire, notamment celle ayant trait à la sécurité ferroviaire, aux répartitions de capacités et aux redevances, ainsi que dans les structures de la SNCB;

Considérant que la constitution des deux organes créés par le présent arrêté nécessite de procéder au recrutement de leur personnel dans les meilleurs délais;

Que ce recrutement suppose la promulgation rapide du présent arrêté;".

*

* *

Met toepassing van artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de Raad van State, afdeling wetgeving, zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen "moeten alle kwesties die voor het personeel rechtstreeks van belang zijn aan de Nationale Paritaire Commissie worden voorgelegd". Daaruit volgt dat voor de artikelen 71, 85 en 98 van het ontwerp dat vormvereiste moet worden vervuld.

Over artikel 98, dat betrekking heeft op de overheveling van personeelsleden van de NMBS naar het Bestuur, dient voorts met de vakbonden te worden onderhandeld overeenkomstig artikel 2, § 2, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Die onderhandelingen vormen voorafgaande vormvereisten.

ALGEMENE OPMERKING

Bij verscheidene bepalingen van het ontwerp wordt aan de Minister bevoegd voor het spoorwegvervoer of aan zijn gemachtigde, de directeur-generaal van het bestuur dat bevoegd is voor het spoorwegvervoer, beslissingsbevoegdheid opgedragen.

De ambtenaren van het bestuur zijn voor hun daden geen politieke verantwoording verschuldigd aan de vertegenwoordigers van de Natie en het hun verlenen van bevoegdheden kan afbreuk doen aan de uniciteit van de uitvoerende macht. Dat aan die overheden individuele beslissingsbevoegdheid wordt gedelegeerd, is in principe dan ook onaanvaardbaar. Gezien evenwel het hiërarchische gezag dat de minister uitoefent over zijn bestuurslichamen, kan zulk een verlening van bevoegdheid bij uitzondering worden toegestaan als ze betrekking heeft op maatregelen van louter bestuur of in hoofdzaak technische maatregelen; het moet gaan om maatregelen die, willen ze genomen kunnen worden, geen politieke beoordeling vergen van de keuzes die daarbij worden gemaakt en een individuele toepassing zijn van vooraf gegeven regels. In dat geval dient, teneinde die beginselen veilig te stellen, aan de minister, bij wie in voorkomend geval een beroep is ingesteld, de mogelijkheid te worden geboden de handelingen van zijn ondergeschikten te herzien.

Daaruit volgt in het onderhavige geval dat bepaalde opdrachten van bevoegdheid aan de gemachtigde van de minister te ver gaan. Dat is bijvoorbeeld het geval met de opdrachten van bevoegdheid in de artikelen 24 en 31 van het ontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 1

Overeenkomstig artikel 2, alinea 2, van richtlijn 2001/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2001 tot wijziging van Richtlijn 91/440/EEG van de raad betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap en van richtlijn 2001/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2001 tot wijziging van richtlijn 95/18/EG van de Raad betreffende de verlening van vergunningen aan spoorwegondernemingen, en overeenkomstig artikel 38, alinea 2, van richtlijn 2001/14/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2001 inzake de toewijzing van spoorweginfrastructuurcapaciteit, moeten in een nieuw en afzonderlijk artikel 1 de richtlijnen worden vermeld die bij het ontwerp worden omgezet.

2. In de definitie van het woord "coördinatie" behoort, zoals in artikel 2, e), van de genoemde richtlijn 2001/14/EG, bepaald te worden welke instantie die coördinatie uitvoert.

Artikel 4

Luidens artikel 4, § 1, van het ontwerp "legt de Koning de modaliteiten vast voor de bepaling van de technische normen en de regels met betrekking tot de veiligheid van de spoorweginsfrastructuur en het gebruik ervan".

Volgens de gemachtigde van de minister moet die bepaling zo worden uitgelegd dat de Koning de technische normen en de regels voor de veiligheid van de spoorweginfrastructuur en het gebruik ervan vaststelt.

Paragraaf 1 moet zo worden gewijzigd dat die bedoeling duidelijk wordt weergegeven wat de regels voor de veiligheid betreft. Indien die bedoeling ook geldt voor het aannemen van de technische normen, moet zulks eveneens worden weergegeven in het dispositief.

Artikel 6

Alle regelgeving bedoeld in artikel 4 moet, wil ze aan derden kunnen worden tegengeworpen, overeenkomstig de voorschriften bepaald in artikel 56, § 1, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

De technische normen kunnen bij loutere vermelding worden bekendgemaakt.

Artikel 10

Ten gevolge van artikel 10 van het ontwerp moet de beheerder van de spoorweginfrastructuur in geval van een ongeval een onderzoek instellen.

De steller van het ontwerp moet daarnaast ook artikel 7, lid 2, eerste alinea, van richtlijn 91/440/EEG, zoals gewijzigd bij de genoemde richtlijn 2001/12/EG, omzetten, krachtens hetwelk het onderzoek, bij een ongeval, verricht wordt door "instanties of ondernemingen die zelf geen vervoersdiensten per spoor verrichten en die onafhankelijk zijn van instanties of ondernemingen die zulke diensten wel verrichten".

Artikel 28

Er is een tegenstrijdigheid tussen het eerste lid, dat slechts op bepaalde strafbare feiten slaat, en het derde lid, dat een verklaring op erewoord vereist die op heel wat meer strafbare feiten betrekking heeft.

Eerst moet een volledige opsomming worden gegeven van de voorwaarden inzake eerbaarheid, en pas daarna moeten de regels worden vastgesteld betreffende de stukken waaruit blijkt dat die voorwaarden vervuld zijn.

Daarenboven vereist artikel 6 van richtlijn 95/18/EG, gewijzigd bij richtlijn 2001/13/EG, dat de vergunningaanvragende spoorwegonderneming of de bestuurders ervan niet zijn veroordeeld wegens ernstige strafbare feiten, met inbegrip van handelsdelicten, of niet failliet zijn verklaard, wat niet bepaald is in het ontwerp, dat dus op dit punt dient te worden aangevuld.

Artikel 32

De afdeling wetgeving vraagt zich af of het derde lid geen afzonderlijk artikel moet vormen, dat zowel van toepassing is op de gevallen van schorsing waarvan sprake is in artikel 31, als op het geval van schorsing dat bepaald is in artikel 32, tweede lid.

Deze bepalingen dienen te worden afgestemd op die welke vervat zijn in artikel 33, paragraaf 1, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 33

Paragraaf 1, eerste lid, lijkt artikel 31, eerste lid, te overlappen.

Artikel 41

Er dient te worden bepaald, zoals in artikel 44, zesde lid, dat de minister de beslissing al dan niet bekrachtigt.

Artikel 44

De afdeling wetgeving van de Raad van State vraagt zich af of de regels waarvan sprake is in artikel 4, en niet de in artikel 5 bedoelde regelgeving, niet moet worden vermeld.

Artikel 48

Aangezien de netverklaring regelgevend is, althans gedeeltelijk, dient ze eveneens ter goedkeuring aan de minister te worden voorgelegd.

Hoofdstuk VIII - Capaciteitstoewijzing

Het ontwerp zet artikel 20, lid 3, van de voormelde richtlijn 2001/14/EG niet om.

Artikel 53

In paragraaf 2, derde streepje, dienen de bewoordingen van artikel 22, lid 3, van de voornoemde richtlijn 2000/14/EG getrouwer in acht te worden genomen.

Artikel 57

1. In paragraaf 2 dient, overeenkomstig artikel 29, lid 1, van de voormelde richtlijn 2001/14/EG, benevens een technisch defect, eveneens gewag te worden gemaakt van een ongeval.

De steller van het ontwerp dient er eveneens op toe te zien dat de tweede zin van lid 1 van artikel 29 van de voornoemde richtlijn 2001/14/EG omgezet wordt.

2. In de tweede zin van paragraaf 2 dient, overeenkomstig artikel 29, lid 2, van de voormelde richtlijn 2001/14/EG, benevens het geval van absolute noodzaak, gewag te worden gemaakt van het geval van nood.

Er dient eveneens te worden gepreciseerd dat het gaat om de tijd die nodig is om het systeem te herstellen.

Artikel 60

1. Paragraaf 3, eerste streepje, zet artikel 25 van richtlijn 2001/14/EG onvolledig om.

2. In paragraaf 3, eerste streepje, dient te worden aangegeven wie het ontwerp van analyse van de capaciteit goedkeurt.

3. In paragraaf 3, tweede streepje, wordt artikel 26, leden 2 en 3, van de voornoemde richtlijn 2001/14/EG niet omgezet.

4. In paragraaf 3, derde streepje, dient te worden bepaald, zoals in artikel 27 van de voormelde richtlijn 2001/14/EG, dat de regel niet van toepassing is wanneer de onderbezetting te wijten is aan niet-economische redenen buiten de wil van de exploitant.

Artikelen 61 en volgende

Krachtens artikel 4, lid 2, van de voornoemde richtlijn 2001/14/EG, mag de infrastructuurbeheerder niet zelf de gebruiksrechten innen.

De Koning dient de regels voor de berekening ervan te bepalen, veeleer dan de "algemene voorwaarden voor de vaststelling van de rechten voor het gebruik", waarvan in het ontwerp sprake is.

.../...

Artikel 63

1. In het vijfde lid dient artikel 10, lid 3, van richtlijn 2001/14/EG te worden omgezet.

2. Lid 5 van artikel 9 van richtlijn 2001/14/EG dient eveneens te worden omgezet.

Artikel 64

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk wat de steller van het ontwerp bedoelt met de woorden "het systeem".

Het gaat blijkbaar om de prestatieregeling waarvan sprake is in artikel 11, lid 1, van richtlijn 2001/14/EG, waarvan het ontwerp, ten onrechte, alleen de tweede zin omzet.

Artikel 65

De laatste zin van de eerste alinea en de tweede alinea van artikel 12 van richtlijn 2001/14/EG dient eveneens te worden omgezet.

Artikel 66

Er dient te worden bepaald dat de Koning het bedrag van de rechten bepaalt.

Artikel 69

De in het zesde lid aan de Koning verleende machtiging is te ruim. De voorwaarden voor benoeming en afzetting dienen in het ontwerp te worden vastgesteld.

.../...

Artikel 70

Doordat ze voorschrijft dat "het Directiecomite (...) gemachtigd (is) om al de noodzakelijke of nuttige handelingen te stellen voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Spoordienst", is de ontworpen bepaling niet bestaanbaar met artikel 8, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, dat de beheersbevoegdheid van de instellingen van categorie A aan de minister zelf verleent, in tegenstelling tot de instellingen die ressorteren onder categorie B.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 81 van het ontwerp.

Artikel 72

De afdeling wetgeving heeft reeds onder de artikelen 61 en volgende van het ontwerp opgemerkt dat de regels voor de berekening van de rechten door de Koning moeten worden vastgesteld.

Bijgevolg behoort het vijfde streepje te worden herzien.

Artikel 77

Deze bepaling is duidelijk gebaseerd op artikel 3, paragraaf 2, van de voornoemde wet van 16 maart 1954. Daarenboven wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is onder artikel 70 van het ontwerp.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 90 van het ontwerp.

Artikel 80

De machtiging die in het achtste lid aan de Koning wordt verleend is te ruim. De voorwaarden voor benoeming en afzetting moeten in het ontwerp worden vastgesteld.

Artikel 91

.../...

1. Het verschil tussen de gevallen waarin voorzien wordt in de paragrafen 1 en 2 is niet duidelijk. Het lijkt erop dat verschillende gevallen waarvan sprake is in paragraaf 2, een doublure vormen met bepaalde gevallen genoemd in paragraaf 1.

2. Naar het voorbeeld van hetgeen gesteld wordt in paragraaf 2, eerste en tweede streepje, in fine, behoort in paragraaf 2, derde tot zesde streepje, te worden bepaald of de beroepen waarin daar wordt voorzien schorsende kracht hebben.

Artikel 94

De machtiging die aan de Koning wordt verleend gaat te ver. Alle voorwaarden voor benoeming moeten door het ontwerp zelf worden vastgesteld.

Artikel 95

Het vierde lid heeft geen zin en moet worden weggelaten.

Artikel 97

1. In paragraaf 1 is er sprake van "de vaststelling van de inbreuken op de voorschriften van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten". De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat niet-naleving van de uitvoeringsbesluiten niet strafbaar gesteld wordt.

2. In paragrafen 2, tweede lid, en 3, verwijst de tekst op algemene wijze naar de beginselen die van toepassing zijn op huiszoekingen. Als zodanig zijn ze overbodig.

3. Als het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om te voorzien in andere gevallen van binnendringen in een woning, behoort, overeenkomstig artikel 15 van de Grondwet, te worden aangegeven in welke gevallen daarin kan worden voorzien en dat deze gepaard gaan met een voorafgaande machtiging van een rechter. Bovendien moet worden bepaald over welke rechter het gaat.

4. In paragraaf 2, tweede lid, is het zinsdeel "of alle andere dienstige daden verrichten" ongeoorloofd, gelet op de buitenmatige algemeenheid van de formulering ervan.

Artikel 102

De steller van het ontwerp behoort de datum aan te geven van het koninklijk besluit dat hij wenst te wijzigen, alsook het juiste opschrift ervan.

Er dient tevens duidelijk en precies te worden aangegeven welke wijziging behoort te worden aangebracht aan artikel 1.

SLOTOPMERKING

In de aanhef moeten de besluiten worden vermeld die door het ontwerp worden gewijzigd of opgeheven.

La chambre était composée de

Madame Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre, kamervoorzitter,
Messieurs de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
Madame Mevrouw	C. GIGOT,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

C. GIGOT

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

M.-L. WILLOT-THOMAS